

EDITO

Le « Blues » de la gauche ivoirienne : éclats, ruptures et défi de la reconstitution

Par **Israël Guébo***

Le père à Lakota (ouest) pour la cérémonie d'investiture de Prince-Arthur Dalli, le nouveau maire. Le « fils » à Abidjan pour le 2e congrès de son parti. Ce week-end, Laurent Gbagbo et Charles Blé Goudé étaient sur deux fronts. Symbole d'un temps nouveau où la gauche ne sait plus faire les choses ensemble. Avec tout de même l'étincelle d'une volonté de se rassembler : Pascal Affi N'guessan et Simone Gbagbo étaient aux côtés du « fils » de Gbagbo. Pas suffisant pour gommer un mal profond dans la famille.

Rancœurs, rancune, égo, divergence de vue, crise de leadership, querelles familiales et politiques... Les recettes qui ont entraîné la mise en berne de la gauche ivoirienne sont multiples. Ajoutons à cela les affres, les séquelles et autres cicatrices laissées par la crise post-électorale de 2010-2011, qui ont presque réduit au silence le Front Populaire Ivoirien, alors dirigé par Laurent Gbagbo, et qui était le porte-étendard d'une gauche à l'apogée de son histoire. Exil, maladie et décès en cascades de plusieurs pontes du parti créé (dans la clandestinité en 1982, constitué en parti politique en 1988 et reconnu officiellement) en 1990.

Au sortir des élections locales de 2023 et à moins de deux années de la présidentielle de 2025, la gauche fait mauvaise figure. Elle est éclatée, déboussolée et tente de se reconstruire difficilement. Pourtant, il faudra tôt ou tard recoller les morceaux et surpasser les divergences.



Gbagbo, Éhivet, Affi, Koulibaly, Blé Goudé... Une gauche fragmentée

Le temps a agi et l'occasion de l'acquittement de Laurent Gbagbo (prononcé le 21 janvier 2019 et confirmé en appel le 31 mars 2021), puis son retour au pays le 17 juin 2021, aurait dû rassembler le clan. Hélas. L'annonce, le 9 août 2021, de la création d'un nouveau parti politique est perçue comme un véritable retour en politique de l'ancien chef de l'État (2000 – 2010), mais aussi comme la matérialisation du divorce d'avec ses anciens camarades, notamment Pascal Affi N'Guessan. Ce dernier se réclame « *président légal du parti* ».

Les 16 et 17 octobre 2022, se tient à Abidjan le congrès constitutif d'une nouvelle organisation politique, appelée Parti des Peuples Africains – Côte d'Ivoire (PPA-CI). C'est le divorce officiel d'avec le FPI, qualifié « *d'enveloppe vide* » par Gbagbo. « *Quand tu marches sur le chemin, que tu vas d'un village à un autre, tu rencontres un caillou, tu n'es pas sorti pour te battre contre un caillou, tu sautes, ou bien tu contournes le caillou et c'est ce que nous allons faire* », se justifie avec une métaphore l'ancien Chef de l'État. Avec Affi N'Guessan, son Premier Ministre d'hier, l'acte de séparation est scellé.

Le parti originel lui-même connaît plusieurs départs en son sein. « *Jean Bonin Kouadio, vice-président du FPI en charge de la Communication et du Marketing politique, a présenté sa démission (...) du parti* » en 2021 « *pour des raisons de convenances personnelles* ». À sa suite, Konaté Navigué qui assurait la fonction de vice-président chargé



de la Bagoué, vice-président chargé de l'animation politique rend le tablier. Un peu avant lui, Ouez Olivier, un cadre qui assurait jusque-là la fonction de Secrétaire à l'organisation des manifestations de cette formation politique avait annoncé son départ.

Autre séparation : celle du Président Gbagbo d'avec son épouse, Simone Éhivet, figure de proue et membre influente de la gauche ivoirienne, avec qui il était marié depuis janvier 1989, avec des jumelles issues de cette union. L'opinion publique savait la relation « difficile » entre les deux conjoints et camarades de lutte depuis la crise (post-électorale) de 2010-2011, mais espérait que le retour de l'un contribuera à la réconciliation avec l'autre. Alors que le pays est dans l'effervescence du retour du Président Gbagbo, ce dernier, par la voix de ses émissaires, fait savoir à son épouse qu'elle n'est pas la bienvenue pour l'accueillir à l'aéroport. « *Nous sommes arrivés au terme d'un combat politique et juridique qui a concerné la nation ivoirienne tout entière, qui a mobilisé l'engagement de toute l'Afrique, qui a cristallisé l'attention du monde. Le retour au pays de mon époux Laurent Gbagbo est la conclusion positive et victorieuse de toute cette lutte. Je me rends donc à l'aéroport pour saluer cette victoire parce qu'elle ouvre de nouvelles perspectives heureuses* », réplique l'ex-première dame. Premier clash sur la place publique. À l'aéroport d'Abidjan, les Ivoiriens découvrent en direct

les signes évidents d'un crash abrupt et consommé, du moins dans la forme. L'ancien président officialisera la demande de divorce en 2021. Il sera prononcé deux ans plus tard, en juin 2023.

Les électeurs de la gauche sont désormais écartelés entre le FPI laissé à Affi N'Guessan, le PPA-CI fondé par Laurent Gbagbo et le Mouvement des Générations Capables (MGC). Un mouvement politique fondé par Simone Ehivet et devenu un parti en août 2022.

Mais, ce n'est pas tout. Une autre fracture s'est dessinée entre Laurent Gbagbo et Charles Blé Goudé, son ancien ministre, son ancien voisin de prison, qui est désormais à la tête du COJEP - Congrès panafricain pour la Justice et l'Égalité des Peuples - (*d'abord mouvement politique créé en 2021 sous la signification Congrès panafricain des jeunes et des patriotes*).

Malgré 7 années passées ensemble à la prison de Scheveningen à La Haye, les relations sont tendues entre « le père et le fils ». La communication est interrompue. Laurent Gbagbo n'a, à ce jour, pas accepté de recevoir Charles Blé Goudé. Pour l'instant. Alors que l'ancien chef des « Jeunes Patriotes » se projette pour briguer la magistrature suprême en 2025, il emporte avec lui des sympathisants.

Sur la fragmentation des « Bleus », on peut

remonter plus loin, notamment avec l'épisode Mamadou Koulibaly, ancien président de l'Assemblée Nationale sous Gbagbo (2001 – 2012).

Entre les deux hommes, le courant ne passe plus.

Alors chef par intérim du Front populaire ivoirien (FPI), le brillant économiste, claque la porte en juillet 2011, affirmant que « *ses cadres s'opposent à tout examen critique sur leur gestion du pays* ». Plusieurs membres du parti lui reprochent le mauvais timing et de donner le coup de grâce au moment où celui-ci est à terre.

« *Si les cadres du FPI (Front populaire ivoirien, parti de l'ancien président Laurent Gbagbo) souhaitent continuer comme avant, j'arrêterai la politique pour me consacrer à l'enseignement et à la recherche* », menace-t-il à cette époque. « *Mon engagement au sein du FPI étant allé jusqu'à l'épuisement de*

toutes les possibilités compatibles avec mes convictions, j'ai décidé (d'y) mettre un terme », annonce-t-il. Il crée son parti LIDER : Liberté et Démocratie pour la République, emportant une partie des militants du FPI. Même la rencontre entre les deux hommes le 15 janvier 2019 à Bruxelles n'améliore pas la relation. Le parti lui-même a quasiment disparu de l'échiquier politique ivoirien depuis que le professeur Mamadou Koulibaly n'en est plus à la tête. Emportant avec lui une bonne partie de ses ex-camarades.

Tirer les leçons, recoudre le tissu

Faisons le compte. Du FPI d'hier, il ne reste plus que 4 ou 5 partis dont les mieux lotis viennent de naître et ont du chemin à faire dans leur implantation nationale. Les autres

sont soit en voie de disparition, soit essoufflés après les élections locales de 2023.

Tiens, ces élections locales d'ailleurs. Elles illustrent bien l'immense ravin qui sépare chaque morceau d'une gauche aphone et absente.

D'abord, le FPI, dans une alliance, embrasse le RHDP (Rassemblement des Houphouétistes pour la Démocratie et la Paix), le parti au pouvoir auquel il est foncièrement, idéologiquement et historiquement opposé. Des voix s'opposent

à cette posture et des désertions retentissent au sein du parti. Résultat des comptes : aucun élu dans la cagnotte.

Ensuite, même si le PPA-CI brandit 6 maires comme « butins » des dernières élections, on retiendra les échecs retentissants dans deux communes symboles.

En premier lieu : Yopougon. La plus grande commune du pays. Le parti de

Gbagbo, porté par son fils Michel, n'a pas eu le soutien de sa mère Simone Ehivet. Elle a préféré accorder sa bénédiction à Dia Houphouet Yohou, l'enfant du PDCI (parti démocratique de Côte d'Ivoire). Le PPA-CI, le MGC, le FPI (et le PDCI) n'ont pas réussi à faire chemin ensemble pour contrer le parti au pouvoir qui s'est imposé avec Adama Bictogo, président de l'Assemblée Nationale. Pour dénoncer les écueils et autres dysfonctionnements de la Commission électorale indépendante, toutes ces parties ont su s'unir pour parler d'une même voix. Au-delà du reproche, parfois légitime, qu'on peut faire à la CEI, il faut aussi regarder les chiffres.

À Yopougon, il y a 502 982 électeurs. Seulement 139 173 se sont rendus dans les urnes, soit un taux de participation de

“ Le principal défi à surmonter pour la gauche est donc de se reconstruire sans heurt. Les têtes de pont des « Bleus », à défaut de se refondre dans un même parti, doivent se retrouver, se parler et surmonter leur ego – et leurs querelles familiales et/ou

27,67%. Autrement dit, 363 809 électeurs sont restés chez eux. Dans le « *Yopougon (dit) de Gbagbo* » ?

Même analyse à Abobo. Dans nos mémoires, on se souvient que Simone Gbagbo y a été députée pendant au moins 10 ans. De 1995 (dans une alliance avec le RDR d'Alassane Ouattara) jusqu'en 2011 (sous la bannière du FPI). Elle y a donc un électorat. Ou du moins le FPI en avait. Une fois encore, c'est en rang dispersé que les camarades d'hier sont allés affronter le parti au pouvoir.

Le PPA-CI a aligné Mangoné Bi, quand le MGC de Simone Ehivet a préféré donner son soutien et "offrir" une de ses jumelles à Koné Tefhour, candidat malheureux de 2018 et très proche de Guillaume Soro. Tefhour lui-même a été adoubé par le PDCI RDA au détriment de l'ancien maire Koné Gogé, qui avait fait acte de candidature. Celle-ci n'a jamais été déposée pour favoriser la candidature de Tefhour. Koné Gogé, délégué PDCI d'Abobo, s'est allié à Kandia Camara, candidate du RHDP. En fin de compte, la vague orange s'est imposée aussi à Abobo..

« Les partis de gauche sont en déclin, en voie de disparition. Le Parti des peuples africains – Côte d'Ivoire (PPA-CI) de Laurent Gbagbo a fait un score extrêmement faible. Pascal Affi N'Guessan et le Front populaire ivoirien (FPI) ont disparu de la scène politique, du moins électoralement. Le MGC, le Mouvement des Générations Capables, de Simone Gbagbo n'a pas d'élus. Nous assistons au déclin de la gauche politique ivoirienne », analyse le politologue Geoffroy-Julien Kouao dans une interview accordée au magazine Jeune Afrique, au lendemain du résultat des élections municipales.

« Nous en avons tiré beaucoup de leçons. Il nous reste à mieux nous organiser pour envisager collectivement les perspectives. Nous devons affiner davantage nos

stratégies, entretenir nos forces et corriger nos faiblesses. Notre mission, dans les prochains jours, sera de renforcer nos liens et notre partenariat pour vaincre le RHDP aux échéances électorales de 2025 et de 2026. Cela passe par un combat collectif en vue d'obtenir une réforme en profondeur du système électoral », reconnaît Simone Gbagbo le 15 novembre 2023, au cours d'une « *rencontre familiale de partage* » avec tous les candidats, élus ou non, « *qui sont allés aux Municipales et aux Régionales avec, sur leurs listes, des militants du MGC* ».

Le principal défi à surmonter pour la gauche est donc de se reconstruire sans heurt. Les têtes de pont des « *Bleus* », à défaut de se refondre dans un même parti, doivent se retrouver, se parler et surmonter leur ego – et leurs querelles familiales et/ou personnelles – et avancer. La perspective de la présidentielle de 2025 et des législatives de 2026 arrive à grands pas. Il n'y a que par le jeu des alliances que la gauche pourra, à défaut de revenir au pouvoir, espérer avoir une place de choix sur l'échiquier politique ivoirien. Et avant de considérer une alliance avec un autre parti (tel que le PDCI, par exemple), toutes les factions de gauche doivent regarder dans la même direction. D'autant plus que, dans les mois à venir, l'environnement politique va connaître une recomposition qui va changer la donne. À côté, le PDCI prépare l'après Bédié dans un exercice démocratique pour désigner celui qui conduira les rênes du parti et certainement reconquérir le pouvoir d'État. Rendez-vous le 16 décembre 2023. De l'autre côté, le RHDP tient à conserver son avance obtenue lors des élections locales et conserver le pouvoir en 2025. Dans ce tableau factuel, la gauche le sait, elle ne peut plus dire qu'il n'y a « *rien en face* ».

**Israël Guébo a travaillé comme journaliste pour des médias ivoiriens, panafricains et internationaux. C'est un communicant, expert du numérique, qui a accompagné de nombreuses institutions nationales et internationales dans la structuration, l'optimisation et le déploiement de leur communication. Depuis plus de 20 ans, il est engagé en Côte d'Ivoire en travaillant à la transformation sociale par des formations et des actions citoyennes auprès des populations. Il est écrivain, auteur de 3 livres.*